CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

**n° 25.962 du 10 avril 2009
dans l'affaire x / Ve chambre**

En cause : x
Domicile élu chez
l'avocat : x

contre :

l'Etat belge, représenté par la Ministre de la Politique de Migration et d'Asile

LE PRESIDENT F.F. DE LA Ve CHAMBRE
~~SIEGEANT EN REFERE D'EXTREME URGENCE,~~

Vu la requête en suspension d'extrême urgence introduite le 9 avril 2009 par x, qui se déclare de nationalité mauritanienne, ayant pour objet « la suspension de l'exécution (...) de la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire (annexe 26 quater) prise le 8 avril 2009 et notifiée le même jour ».

Vu l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le titre I bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le titre II, chapitre II, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 9 avril 2009 convoquant les parties à comparaître le vendredi 10 avril 2009 à 10 heures 30.

Entendu, en son rapport, M. de HEMRICOURT de GRUNNE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me J. WOLSEY, avocat, comparaisant pour la partie requérante, et Me F. MOTULSKY, avocat, comparaisant pour la partie adverse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRÊT SUIVANT :

Rétroactes.

- 1.1 Le requérant déclare avoir quitté son pays en février 2008 par crainte d'y être persécuté et être arrivé en Belgique le 27 août 2008, afin d'y rejoindre son frère et d'y demander l'asile. Il y a effectivement introduit une demande d'asile le 9 septembre 2008.
- 1.2 Il précise être entré sur le territoire européen par la Grèce, y avoir été invité à demander l'asile et y avoir été détenu 25 jours. Il déclare n'avoir eu accès ni à une aide juridique gratuite ni à l'assistance d'un interprète peule.
- 1.3 Depuis son arrivée en Belgique, le requérant a cohabité avec son frère. Dès le jour de l'introduction de sa demande d'asile, la partie requérante a sollicité que la Belgique fasse usage de la faculté qui lui est expressément réservée par les articles 3.2 et 15 du Règlement CE 343/2003 du 18 février 2003 (ci-après dénommé « Règlement Dublin ») et examine sa demande d'asile. Dans ce courrier, elle invoque la relation particulière qui unit le requérant à son frère, chez qui il a cohabité depuis son arrivée en Belgique, suite au décès de leur père et à la déportation de leur mère ; la circonstance que son frère a été reconnu réfugié en Belgique pour des motifs liés à ceux fondant les craintes du requérant ; les conditions déplorables d'accueil et de détention que le requérant a lui-même subies en Grèce ; l'absence de garanties juridiques fondamentales offertes par les autorités grecques chargée de l'examen de sa demande d'asile, telle que l'assistance d'un interprète dans une langue qu'il comprend et le bénéfice de l'aide judiciaire gratuite. La partie requérante y cite en outre divers rapport faisant état de violations des droits fondamentaux des demandeurs d'asile par les autorités grecques et stigmatisant l'absence de garantie juridique qui caractérise la procédure d'asile mise en oeuvre dans ce pays, rapports qui sont joints à ce courrier.
- 1.4 La partie requérante a ultérieurement complété cette demande d'examen par la Belgique par 4 nouveaux courriers, transmis par fax à la partie défenderesse les 10 septembre 2008, 30 octobre 2008, 17 décembre 2008 et 2 mars 2009. La partie requérante annexe de nouvelles pièces à ces courriers pour étayer ses arguments, dont plusieurs ordonnances du Tribunal de Première instance statuant en référé ainsi qu'une copie de photos illustrant les conditions inhumaines de détention dénoncées dans le rapport du Commissaire aux droits de l'homme auprès du Conseil de l'Europe, suite à sa visite en Grèce du 8 au 10 décembre 2008.
- 1.5 Le 8 avril 2009, la partie requérante prend une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire (annexe 26 quater) et ordre de maintien dans un lieu déterminé. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, lui a été notifiée le même jour et est motivée comme suit :

100TIER DE LA DÉCISION:

La illehigh n'est par permette° de eexamen de la demande d'asile, lequel Incombe à ta Grèce (1) en application de Varch 51/5 de n lai ou 15 decernbre 1960 men a J'accès au trinitaire. ra séjour, rétablissement ut refoionement des étrangers et l'article 20 du Règlement 343/2003.

Considérant que confcvmément au Règlement CE 34312003 du 1542/2063, Tartrate 20 point 3 et C dame le cadre de t'Identification EURODAC, l'est membre rets» dispose ri un délai de deux semaines pour durer sa rCpsrse

Considérant que tes autemec grecquer n'ont per reepactd ce détoi;

gense:ware que tors de don audion à l'Office des dtningers, b requérant a dictait 'voir choisi b entuique car son etre Kano Yaye s y trouvai dei

Cenci étant que C de ta Convention de Sauvegarde dee DroIts do rHomma et des Liberté!! Fondamentale; ne lese que des gent; de consangutieité suffisamment étroite: le protection offerte par cette diredettion cancane essentiellement la famille restreinte aux ascendants et descendants directs et ne s'étend eu'exceatianneltemont a d'autres nivelles qui peuvent jouer un rôle important au sein de te famille;

Considérant eue reificution de la décision de refec de séjour avec un entre de Quitter le turnieero (26quater) n'interdire pet au requérant d entretenir des relations tiuMes avec son frère à partir du tereire grec;

Considérant qu'en aucun moment le requérant n'a fourni une quelconque pilecIsion quant eu carme:ire réellement effectif. continu et dure» de ses reparte avec son frère Kerte Yaya rOctoant en Balphoue ou concernant bau autre circonstance exceptionnelle qui erra pu jusiteor, le cas échéent, le itsitentent de sa domande d'astre:

Considérant qu'aucune disposition de la Convention internationale relative eu statut doc rdfugiée, signe° a Genève Je e jualet 1951 et approuve» par la let du 26 juin 1953, nwpcOE à un Etat bals' d'une demande d'asile de ta considérer comme necessairement connexe une décedeion dot a déjà price é réent d'un membre de la famille du demandeur

Considérant que la Grèce est signataire de Je Convention de Ganève, est partie à h Convention de sauvegarde des droits de rHomme et des ebertes fondamentales et qu'elle est pourvue de juridictions Indépendantes m'amusette le requérant pourrait recourir en cas de décision négative. ou do demande d'aide non traite, avec of:eget/Ire: qu'en outre, au ras où les autorités grecques décideraient de rapatrier le requérant en violation de t'article 3 de la Convention de sauvegarde. Cebu-d, pourrait, but recours épuises, saisir la elMrmirejeri européenne des dres de reloome et lui demander, du prier lesdites autorités de surseoir à roxécueon du rapatriement jusqu'à l'eue de b procédure devant cet organe;

Considérant que le rapport du Haut Conertieserlat aux Réfugiés du 15/04/2008 ne menti orme nulle part que le Grèce serait un Etat non respectueux de l'article 3 de la CEDH

Considérant que dans l'errât de le Cour Constitutionnelle du Z7/35/05 n' 81/200e, on peut lire qu'une des condoms pour adriewer à l'Union Européenne, c'eeet le respect de; drOlte de 'M'aime:

Considérant que fa Grèce est LM pays membre de l'Union Européenne depuis plus (une décennie, et que peur mir pu adhéer e turion alredeennej ce pays a forcément été reconnu comme Mont respectueux des droits de l'Homme, dont notamment l'article 3 de fa CEOH;

Chnetiltrent que dans t'arndt n' 21,514 du 16/01/2009 du Conseil du °entent/eux des Mangers, A apparait que la Grèce a kleteiré dans seéSietion nettictelcs tes directives 20034t- CE, 2004-83- CE et gelederee — cg;

Considérant que dans sa décision du 02/1212008, ii api/Trait quia la CAUR Eurdedenne des droite de l'Homme ne =islam purs la teracé cérium étant un pays non reitecteux de rarecte 3de la CEDH.

Con:Orant des torr que rien ne permet de croire quelle:SUD de kl demande remariet t'intéressé sentit skeroinee mamans d'objectivité en Greco qu'an Reigique:

rour trous canré, les aUte'rieell belges estiment ne PU pouvoir faire application de Partie 3.2 du RèglenteM 34312003, En

conxéquence, la prénomné doit quilbe le tanrec» du Reeaume.

li acore reconduit alla frontière et renia aux tueries competerible grecques, (?)

2. Le cadre procédural

- 2.1 Il ressort du dossier de procédure que la décision dont la suspension de l'exécution est sollicitée selon la procédure d'extrême urgence, a été notifiée au requérant le 8 avril 2009.
- 2.2 En l'espèce, la demande de suspension a été introduite le 9 avril 2009, soit dans le délai particulier de 24 heures « suivant la notification de la décision » prévu par l'article 39/82, § 4, de la loi, délai dont le respect impose que le recours soit examiné dans les 48 heures de sa réception.

3. L'extrême urgence

- 3.1 En vertu de l'article 39/82, § 4, de la loi, le recours à la procédure de suspension en extrême urgence est ouvert à l'étranger qui fait l'objet « d'une mesure d'éloignement ou de refoulement dont l'exécution est imminente
- 3.2 Cette condition peut être considérée comme remplie en l'espèce, dès lors que le requérant est privé de liberté en vue de son éloignement effectif. La circonstance qu'aucune date de rapatriement n'a encore été fixée à ce jour n'est pas relevante à cet égard, dès lors qu'il ne s'agit à ce stade que d'une modalité de mise en oeuvre d'une mesure dont l'exécution est susceptible d'intervenir à tout moment.

4. L'existence de moyens sérieux

4.1 Exposé des moyens

Pris de la violation des articles 3.2, 4, 15, 16, 18, 19 et 20 du Règlement CE 343/2003 du 18 février 2003 (Règlement Dublin), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, des principes généraux de bonne administration, notamment de son principe de préparation avec soins d'une décision administrative, de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de La contrariété dans les causes et/ou les motifs :

4.2.2 Dans une première branche, la partie requérante reproche en substance à l'acte attaqué de ne pas mentionner la date à laquelle elle a demandé la reprise de la demande d'asile du requérant à la Grèce de sorte qu'il n'est pas possible de s'assurer de l'exactitude du motif déduisant de l'absence de réponse de ce pays, son acceptation.

4.2.3 La partie requérante invoque un second moyen libellé comme suit :

Pris de la violation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 (CEDH), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, des principes généraux de bonne administration, notamment de son principe de préparation avec soins d'une décision administrative, de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs :

4.2.4 Dans une première branche, elle fait valoir que la motivation n'est pas adéquate dans la mesure où il ne ressort pas des termes de cette décision que la partie défenderesse a tenu compte de la spécificité de la relation familiale du requérant et notamment de l'intensité de sa relation avec son frère, tous deux étant orphelins de père, célibataires, et ayant fui leur pays pour les mêmes raisons.

4.2.5 Dans une seconde branche, elle fait valoir que le motif aux termes duquel « *le requérant n'a fourni une quelconque précision quant au caractère réellement effectif, continu et durable de ses rapports avec son frère K. Y. résidant en Belgique ou concernant toute autre circonstance exceptionnelle qui eût pu justifier, le cas échéant, le traitement de sa demande d'asile* » est contredit par les éléments du dossier. Elle souligne notamment que la circonstance que le requérant et son frère ont cohabité depuis son arrivée en Belgique, soit pendant 7 mois et demi est de nature à attester l'effectivité, la continuité et la durabilité de leur relation et que la partie défenderesse avait pourtant connaissance de cet élément. Elle ajoute qu'il ne ressort pas des termes de la décision que la partie défenderesse a procédé à l'appréciation de la proportionnalité entre l'atteinte au respect de la vie privée du requérant occasionnée par la mesure d'éloignement du territoire et l'objectif poursuivi par l'Etat belge.

4.2.6 Dans une troisième branche, la partie requérante souligne que l'intérêt d'une bonne administration du dossier commande que ce soit le même Etat, soit la Belgique, qui examine les demandes d'asile des différents membres d'une même fratrie. Elle rappelle qu'en l'espèce, elle a soumis à l'appréciation de la partie défenderesse des éléments de nature à démontrer le caractère connexe de la demande du requérant et de son frère et que ce dernier s'est vu reconnaître la qualité de réfugié par les autorités belges. Elle estime qu'en répondant « *in abstracto* » que la Convention de Genève n'impose pas de considérer comme nécessairement connexe une décision prise à l'égard d'un autre membre de la famille, la partie défenderesse s'est abstenue de répondre tant aux éléments concrets qui lui étaient soumis qu'aux arguments déduits de l'intérêt d'une bonne administration et qu'elle a par conséquent violé l'obligation de motivation formelle.

4.2.7 La partie requérante invoque un troisième moyen libellé comme suit :

Pris de la violation de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (CE01-1), des articles 1,A,2 et 33 de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 8 juillet 1951, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, des principes généraux de bonne administration, notamment de son principe de préparation avec soins d'une décision administrative, de l'absence. de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs :

- 4.2.8 Elle reproche en substance à la motivation de l'acte attaqué d'être essentiellement fondée sur le constat que la Grèce est membre de l'Union européenne, qu'elle a signé la Convention de Genève et transposé divers instruments européens relatifs à la procédure d'asile dans son ordre interne et enfin qu'elle est partie à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée la CEDH), sans s'assurer qu'un niveau suffisant de protection est effectivement garanti aux demandeurs d'asile.
- 4.2.9 Elle rappelle que l'article 3 de la CEDH ne se limite pas à une garantie formelle et qu'en matière de protection il importe d'en vérifier l'effectivité. Elle souligne que l'analyse purement formelle effectuée par la partie défenderesse, qui s'appuie sur un arrêt isolé du Conseil du 16 janvier 2009, est contredite par une jurisprudence qu'elle qualifie de majoritaire et cite 5 arrêts du Conseil à l'appui de son argumentation.
- 4.2.10 Elle observe que la Belgique n'a, en l'espèce, reçu aucune réponse de la part des autorités grecques quant à sa demande de reprise de la demande d'asile du requérant et, partant, aucune garantie que cette demande d'asile ferait l'objet d'une procédure « juste et efficace » en cas de transfert en Grèce.
- 4.2.11 Elle rappelle également que le requérant y a été confronté à des conditions d'accueil déplorables et qu'il n'y a en outre eu accès ni à l'aide judiciaire gratuite, ni à l'assistance d'un interprète. Elle cite enfin de nombreux documents dont il ressort que dans les faits, la Grèce n'offre actuellement pas un niveau de protection suffisant au regard de l'article 3 de la CEDH. Elle souligne notamment que lors de sa visite en Grèce, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe n'a pas constaté de changements dans la pratique, ce dernier observant que, malgré la transposition des directives européennes utiles dans le droit national grec, les multiples manquements concernant les différents aspects de la politique d'asile telle qu'elle est organisée par le droit européen persistent.
- 4.2.12 Concernant plus précisément le motif selon lequel l'absence de dénonciation de violation de l'article 3 de la CEDH dans le rapport du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), la partie requérante fait valoir, d'une part, qu'il n'entre pas dans les compétences du HCR de se prononcer sur l'existence de violations de l'article 3 de la CEDH en Grèce, d'autre part, que Haut Commissaire a en revanche « *clairement dit que la Grèce n'appliquait pas équitablement la Convention de Genève et que les multiples manquements sur les différents aspects de la politique d'asile telle qu'organisée par le droit européen entraînait bien un risque de refoulement* ».
- 4.2.13 Enfin, dans le cadre d'affaire ayant un objet similaire, la partie requérante dit avoir connaissance de l'intervention de la Cour européenne des droits de l'homme par injonction de suspension de l'expulsion à quatre reprises (requête n° 41608/08,49950/08, 51599, et 7295).

4.2 Examen des moyens

4.2.1 Sur le troisième moyen, le Conseil entend rappeler, à titre liminaire, que son arrêt de rejet n°21.514 du 29 janvier 2009, cité dans l'acte entrepris, est essentiellement fondé sur le constat que la Grèce a récemment transposé divers instruments européens de nature à garantir une procédure d'asile adéquate dans son ordre interne et qu'en l'absence d'éléments de preuves contraire, il n'aperçoit pas de raison de craindre que cette nouvelle législation n'y soit pas correctement appliquée. Le Conseil observe en outre que, dans le cadre de cette affaire, la Grèce avait expressément accepté la reprise de la demande d'asile du requérant, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

4.2.2 En l'espèce, force est de constater que la partie requérante fait quant à elle valoir, dès l'introduction de sa demande d'asile, de nombreux éléments justifiant sa crainte de n'avoir accès ni à une procédure d'asile équitable, ni à des conditions d'accueil dignes en cas de reprise de sa demande par les autorités grecques et qu'il ne ressort pas de la motivation de la décision entreprise, que la partie défenderesse a pris en compte ces éléments. A cet égard, le Conseil fait siens les arguments de la partie requérante critiquant l'insuffisance et le caractère purement formel de la motivation de l'acte entrepris au regard de l'article 3 de la CEDH.

4.2.3 Le Conseil estime pour sa part que les termes du rapport du 4 février 2009 du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, dont se prévaut la partie requérante, ainsi que les photos qui illustrent les informations qui y sont contenues concernant les conditions de détention des demandeurs d'asile sont particulièrement significatifs. Dans son résumé, le Commissaire y fait en effet les constatations suivantes :

«I. Entrée des demandeurs d'asile sur le territoire et accès à la procédure d'asile, en particulier dans le département d'Evros : tout en se félicitant de la législation récente visant à offrir un régime de protection global aux demandeurs d'asile, le Commissaire note la persistance de lacunes structurelles graves dans la pratique grecque en matière d'asile, lacunes qui mettent en péril le droit fondamental de demander et de bénéficier de l'asile et requièrent la mise en place d'un plan d'action cohérent et doté de ressources adéquates pour la protection des réfugiés. Le Commissaire invite les autorités à tenir dûment compte des normes internationales et du Conseil de l'Europe sur la rétention et le retour forcé des ressortissants étrangers dans leurs pratiques en matière d'asile, et de revoir l'accord de réadmission en vigueur avec la Turquie afin de le rendre totalement conforme aux normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme.

II. Capacité d'accueil des personnes demandant le statut de réfugié, y compris les mineurs : le Commissaire est préoccupé par l'insuffisance de la capacité actuelle d'accueil des demandeurs d'asile, qui rend leurs conditions de vie encore plus dures, en particulier celles des enfants, qu'ils soient accompagnés ou non. Le Commissaire porte un intérêt tout particulier au cas des mineurs migrants (demandeurs d'asile) non accompagnés et s'inquiète de la persistance de graves lacunes, notamment dans la pratique en matière de tutelle. Il rappelle les normes européennes en matière d'accueil des réfugiés et de protection des mineurs migrants non accompagnés et invite les autorités grecques à les mettre en oeuvre.

III. Centralisation de la procédure d'asile et personnels chargés du traitement des demandes d'asile le Commissaire constate avec une vive préoccupation que la procédure d'asile est centralisée à Athènes, où sont reçues et traitées presque toutes les demandes d'asile. La réception des demandes d'asile a été récemment suspendue en raison de cette situation. Le Commissaire note avec satisfaction que le ministre de l'Intérieur a reconnu la nécessité impérieuse de créer davantage de centres de traitement des demandes d'asile, et invite les autorités à décentraliser rapidement le système d'asile et à engager du personnel qualifié en nombre suffisant, dans les meilleurs délais.

IV. Services d'interprétation et assistance juridique pour les demandeurs d'asile : le Commissaire se déclare vivement préoccupé par le problème chronique du manque d'interprètes dans le système d'asile grec et l'impossibilité d'accéder à une assistance juridique publique aux premiers stades de la procédure d'asile. Il rappelle les normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme et recommande aux autorités de veiller à ce que les demandeurs d'asile soient dûment informés des recours existants contre les mesures de rétention et de l'assistance juridique disponible ; elles devraient également mettre à disposition un interprète ou un traducteur qualifié dans toutes les zones d'entrée sur le territoire et bureaux d'accueil pour demandeurs d'asile. Les autorités devraient accorder une attention particulière au renforcement de la formation initiale et continue de l'ensemble des agents des services d'asile, des policiers et des garde-frontières.

V. Indépendance de l'instance d'appel de la procédure d'asile : le Commissaire constate que la composition et le fonctionnement de la Commission d'appel, qui intervient en seconde instance dans la procédure d'asile, soulèvent des doutes quant à l'indépendance de cet organe, indépendance qui devrait caractériser toute juridiction soumise à l'obligation d'offrir un recours effectif, conformément aux normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme. Les autorités sont invitées à revoir sans délai la composition de la Commission de l'asile et à adopter un règlement intérieur afin qu'elle puisse exercer ses fonctions conformément aux dispositions du droit européen en matière de droits de l'homme.

VI. La motivation des décisions d'asile en première et seconde instance : le commissaire se déclare vivement préoccupé par des informations selon lesquelles les décisions d'asile prises en première et seconde instance ne seraient pas dûment motivées. Il est d'avis que l'adoption des mesures précitées pour l'amélioration du système d'asile en Grèce aurait également un effet positif sur la qualité des décisions prises tant en première instance qu'en appel.

VII. Protection de la sécurité physique des migrants dans les zones minées d'Evros : le Commissaire reste profondément préoccupé par l'existence de zones minées dans le département d'Evros, l'une des principales zones d'entrée de migrants en situation irrégulière et notamment de demandeurs d'asile, ainsi que par le nombre important de ressortissants étrangers blessés ou tués sur ces champs de mines. Il rappelle l'obligation de la Grèce, en vertu de la Convention d'Ottawa, de procéder au déminage et de protéger effectivement la sécurité physique des migrants, conformément à l'article 2 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Il attire en particulier l'attention des autorités sur la nécessité d'apporter une aide rapide et généreuse à l'ensemble des victimes des mines, et notamment les migrants, conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme. » (rapport du 4 février 2009 du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, à la suite de sa visite en Grèce du 8 au 10 décembre 2008, CommDH (2009) 6, Strasbourg, le 4 février 2009).

4.2.4 Or ce rapport est postérieur aux arrêts du Conseil et de la Cour européenne des droits de l'homme cités dans la décision entreprise, et son contenu est suffisamment clair pour établir qu'en dépit de ses récents efforts pour intégrer des normes européennes utiles en matière d'asile et de respect des droits fondamentaux des demandeurs d'asile, les autorités grecques ne sont encore en mesure d'offrir aux demandeurs des garanties minimales d'accueil et de procédure.

4.2.5 Les informations qui y sont contenues corroborent en outre les allégations du requérant selon lesquelles il n'y a eu accès ni à une aide juridique ni à l'assistance d'un interprète et il y a été confronté à d'exécrables conditions de détention.

4.2.6 Le Conseil considère par conséquent que le troisième moyen paraît sérieux. Dans la mesure où il est de nature à justifier à lui seul la suspension de l'acte entrepris, il n'est pas utile d'examiner les autres moyens développés dans la requête.

Le préjudice grave difficilement réparable

- 51 Aux termes de l'article 39/82, §2, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, « *la suspension de l'exécution ne peut être ordonnée que si des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation de l'acte contesté sont invoqués et à la condition que l'exécution immédiate de l'acte risque de causer un préjudice grave difficilement réparable* »
- 52 Au titre de risque de préjudice grave difficilement réparable, le requérant fait valoir qu'en vertu des éléments développés dans son recours, il est constaté que la Grèce ne donne pas suffisamment de protection aux demandeurs d'asile. Pour cette raison, elle estime que le requérant souffrira d'un préjudice grave difficilement réparable en cas de renvoi vers la Grèce.
- 5.3 À la lecture du dossier administratif ainsi que de la requête, le Conseil estime que le risque de préjudice grave difficilement réparable est prouvé à suffisance en l'espèce. Il se réfère à cet égard aux développements repris au point 4.2 du présent arrêt.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique

La suspension de l'exécution de la décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire (annexe 26 quater) prise le 8 avril 2009 et notifiée le même jour est ordonnée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le dix avril deux mille neuf par :

M. de HEMRICOURT de GRUNNE,

juge au contentieux des étrangers

Mme S. J. GOOVAERTS,

greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

Mme S. J. GOOVAERTS

M. de HEMRICOURT de GRUNNE